

Questions orales

premier ministre ne se soucie aucunement de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs canadiens.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons indiqué dans le discours du budget et dans les discours portant sur l'économie que nous croyons que l'indice du coût de la vie augmentera de 6 p. 100 ou moins l'an prochain. Nous ne croyons pas que les projections pessimistes auxquelles le député fait allusion soient fondées.

* * *

LES FINANCES**LES PROBABILITÉS D'ABOLITION DE LA TAXE DE VENTE À LA FABRICATION**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire, au ministre des Finances cette fois. Étant donné que la politique de son ministère a entraîné des taux d'inflation et de chômage sans précédent, le ministre des Finances a-t-il l'intention d'abolir la taxe de vente à la fabrication que le gouvernement prélève actuellement de manière à stimuler la demande chez les consommateurs tout en réduisant les prix, compte tenu des projections économiques déjà faites?

● (1422)

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous avons discuté avec les provinces il y a quelques semaines de la possibilité d'abaisser . . .

M. Stevens: Je voulais parler de la taxe fédérale sur la fabrication.

M. Chrétien: Nous en avons discuté et seule l'Ontario était disposée à agir en ce sens, car si les provinces abaissaient leur taxe de vente de 1 p. 100, nous l'abaisserions aussi de 1 p. 100, mais aucune autre province n'était consentante. Nous avons examiné la possibilité d'abaisser la taxe de vente fédérale, mais nous avons décidé que ce ne serait guère efficace, car nous craignons que le consommateur n'en profite pas. Au lieu, nous avons décidé d'abaisser de cent dollars en janvier et février l'impôt des contribuables aux revenus faibles et moyens.

* * *

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION**DEMANDE DE RECONSIDÉRATION DE LA DÉCISION RELATIVE AU MAINTIEN DES CONTRÔLES L'AN PROCHAIN**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse encore au ministre des Finances qui doit se rendre compte qu'en ce qui concerne la taxe fédérale de vente à la fabrication, une remise pourrait être accordée durant les six prochains mois. Comme l'inflation monte en flèche, ce qui indique que le programme de contrôle est inefficace—de fait le programme a été néfaste, puisque le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter—le ministre des Finances reviendra-t-il sur sa décision de maintenir les contrôles pendant une bonne partie de l'an prochain et les abolira-t-il avant la fin de l'année civile?

[M. Stevens.]

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je crois que nous obtiendrons l'effet tout à fait contraire. Si nous n'avions pas eu de contrôles au cours des deux dernières années, nous serions encore en bien pire position que nous le sommes à ce moment-ci, et je ne crois pas que l'indicateur de l'inflation aujourd'hui m'amène à changer mon opinion quant à la levée des contrôles pour le 14 avril. A mon avis, cela confirme le fait que nous avons pris la bonne décision au moment de mon discours d'ordre économique.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LA PROPORTION DE L'INFLATION ATTRIBUABLE À LA DÉVALUATION DU DOLLAR—LES MESURES ENVISAGÉES POUR RÉTABLIR LA BALANCE DES PAIEMENTS**

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances; sa dernière réponse m'intéresse vivement. Les Américains se tirent beaucoup mieux d'affaires que nous sans imposer de contrôles. Voici ma question: d'après ses conseillers, quelle serait la proportion de l'inflation actuelle attribuable à la dévaluation du dollar canadien?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il est très difficile d'établir clairement quelle proportion du niveau d'inflation que l'on connaît à ce moment-ci est causée par la réduction de la valeur du dollar canadien. Je ne sais pas exactement comment la quantifier, mais c'est certainement là un facteur. Et si on lit le rapport reçu ce matin, on constate qu'il dit par exemple que l'augmentation du coût de l'habitation est causée par l'augmentation du taux de la taxe au niveau des municipalités et des provinces. Et sur ce domaine-là, nous n'avons aucun contrôle.

[Traduction]

M. Gillies: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que ses propres conseillers estiment qu'environ 25 p. 100 du taux d'inflation actuel est attribuable à la dévaluation, quelles mesures le ministre des Finances prend-il pour essayer de rendre l'industrie canadienne plus concurrentielle ou pour arrêter la chute du dollar canadien? Le ministre a-t-il parlé aux gouvernements provinciaux au sujet des emprunts contractés à l'étranger? Le ministre a-t-il songé à imposer des restrictions sur les voyages à l'étranger? Que compte faire le ministre pour tenter de résoudre ce problème de la balance des paiements et arrêter la chute du dollar qui contribue dans une si large mesure à l'inflation et au chômage?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, le député devrait lire les discours des ministres des Finances de l'Ontario et du Québec, qui ne sont pas nécessairement mes amis. Ces messieurs ont déclaré que le secteur manufacturier du Canada bénéficierait probablement de la dévaluation du dollar à l'heure actuelle.